REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 20 au 26 février 2024

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Projet Ecofish : observation régional.....2
- Pêche : lancement de l'Observatoire régional pour l'adaptation au changement climatique
- ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE : Le secteur de la pêche au cœur des débats

1.2 Projet RECOS : parc national Mahéli.....6
- Parc national de Mohéli : préserver l'environnement et les revenus des pêcheurs

1.2 Projet GPS : bilan bimestriel.....7
- BILAN BIMESTRIEL DU PROJET GPS : La COI se réjouit des activités réalisées à 90%

2. Centres d'Intérêts

2.1 Coopération régionale.....9
- Coopération régionale Océan Indien : Rencontre entre Jérome Filippini et les autorités mauriciennes à Maurice en vue de renforcer la coopération existante en matière de sécurité entre les deux îles
- Une délégation sénatoriale des Outre-mer pour y adapter le rôle étatique

2.2 Economie.....10
- Restauration des forêts du sud : Des réalisations significatives évoquées par le projet Tefiala
- Zone de libre-échange économique - Priorité à l'industrie légère, le tourisme et l'agriculture

2.3 Environnement marin.....12
- Africa's first regenerative coral aquaculture facility being built on Praslin island
- ANTSIRANANA - Un accord pour la protection de l'environnement marin

2.4 Culture.....13
- Lancement du projet d'étude des Sultanats historiques Préparation du dossier d'inscription au patrimoine mondial

2.5 Agriculture.....14
- La Réunion à la carte : Un « avant-goût de la contribution réunionnaise » au Salon international de l'Agriculture pour valoriser l'excellence des produits de l'île

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Pêche : lancement de l'Observatoire régional pour l'adaptation au changement climatique

L'Ouest de l'océan Indien se réchauffe plus rapidement que les autres océans



Dans un effort concerté pour aborder les effets alarmants du changement climatique sur les écosystèmes marins, un Observatoire régional dédié à son impact sur le secteur de la pêche dans le Sud-Ouest de l'océan Indien a officiellement été lancé. Cet événement marque une étape cruciale dans la coopération régionale visant à comprendre et à atténuer les répercussions néfastes du changement climatique sur la pêche et les communautés côtières de la région.

Initié par la Commission de l'océan Indien (COI) en partenariat avec l'Institut océanographique de Maurice (MOI), l'observatoire regroupe aujourd'hui sept pays dont les Comores, la France/Réunion, le Kenya, Madagascar, Maurice, les Seychelles et la Tanzanie. Cette initiative, lancée dans le cadre du programme ECOFISH, qui est financé et promu par l'Union européenne, vise à assurer une gestion durable des ressources halieutiques essentielles à l'économie des pays du Sud-Ouest de l'océan Indien. Les récentes observations informent des effets dévastateurs du réchauffement climatique sur les populations des pays de la région. Selon la Commission économique pour l'Afrique, les pertes et dommages causés par le changement climatique sur le continent s'élèveraient entre 290 et 440 milliards de dollars entre 2020 et 2030.

Toutefois, « malgré les progrès accomplis, nos connaissances en matière d'adaptation présentent toujours des lacunes alors que de nombreux secteurs subissent déjà de plein fouet les répercussions considérables du changement climatique », a ajouté Oskar Benedikt, Ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice et de la République des Seychelles.

L'Observatoire régional dédié à l'impact du changement climatique sur le secteur de la pêche servira donc de plateforme pour observer, collecter, analyser et diffuser des données cruciales afin de permettre à la région du Sud-Ouest de l'océan Indien d'identifier et d'adopter la meilleure démarche

à suivre pour atténuer ce fléau. « En fournissant des données scientifiques fiables et des informations précises sur les tendances et les impacts du changement climatique sur nos ressources marines, cet observatoire nous permettra de prendre des décisions éclairées et des mesures proactives en matière de pêche », a déclaré Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI. Et pour cause, le bassin occidental de l'océan Indien se réchauffe plus rapidement que les autres océans, ce qui aura des incidences sur sa productivité future et donc sur les moyens de subsistance et la sécurité économique de ceux qui dépendent de la mer pour vivre. Pour un pays comme les Comores par exemple, le secteur de la pêche représente 12 % du PIB et emploie plus de 7 % de la population active.

Pour conclure la cérémonie de lancement, Sudheer Maudhoo, ministre de l'Économie bleue, des Ressources marines, de la Pêche et du Transport maritime de la République de Maurice, « souhaite que ce projet d'Observatoire sur le climat de la Commission de l'océan Indien et de l'Institut océanographique de Maurice soit non seulement un catalyseur des avancées scientifiques et de la protection de l'environnement, mais aussi une inspiration pour les générations futures ».

Voir la vidéo ci-dessous concernant le lancement de l'observatoire régional pour l'adaptation au changement climatique environ 20mm 13 second :

Le Journal Télévisé - février 23, 2024 | Mauritius Broadcasting Corporation (mbcradio.tv)





La Gazette des Comores

ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE :

Le secteur de la pêche au cœur des débats

La Commission de l'Océan Indien avec l'Institut océanographique de Maurice (MOI) a procédé au lancement de l'observatoire du changement climatique pour la région du sud-ouest de l'océan Indien. Cet événement marque une étape cruciale dans la coopération régionale visant à comprendre et à atténuer les répercussions néfastes du changement climatique sur la pêche et les communautés côtières de la région.

Initié par la Commission de l'océan Indien (COI) en partenariat avec l'Institut océanographique de Maurice (MOI), l'observatoire régional dédié à son impact sur le secteur de la pêche dans le Sud-Ouest de l'océan Indien regroupe aujourd'hui sept pays dont les Comores, la France/Réunion, le Kenya, Madagascar, Maurice, les Seychelles et la Tanzanie. Cette initiative, lancée dans le cadre du programme ECOFISH, qui est financé et promu par l'Union européenne, vise à assurer une gestion durable des ressources halieutiques essentielles à l'économie des pays du Sud-Ouest de l'océan Indien.

Selon le secrétaire général de la COI, cette initiative a vu le jour grâce à la collaboration de la COI avec l'Institut océanographique de Maurice. « Le lancement de cet observatoire n'est qu'une première étape dans ce nouveau chapitre de notre coopération qui dure depuis quelques années. Et je salue, également, l'implication de l'ensemble des acteurs du programme ECOFISH, à commencer par l'UE qui finance ce programme géographiquement étendu et techniquement varié, ainsi que nos partenaires de mise en œuvre, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté d'Afrique de l'Est (CEA), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), l'Autorité du lac Tanganyika, l'Organisation de la pêcherie du lac Victoria, la Commission des thons de l'océan Indien (CTOI) et la Commission des pêches du Sud-ouest de l'océan Indien », avance Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI

L'Observatoire régional dédié à l'impact du changement climatique sur le secteur de la pêche servira donc de plateforme pour observer, collecter, analyser et diffuser des données cruciales afin de permettre à la région du Sud-Ouest de l'océan Indien d'identifier et d'adopter la meilleure démarche à suivre pour atténuer ce fléau. « En fournissant des données scientifiques fiables et des informations précises sur les tendances et les impacts du changement climatique sur nos ressources marines, cet observatoire nous permettra de prendre des décisions éclairées et des mesures proactives en matière de pêche », poursuit-il.

Selon la CEA, les pertes et dommages causés par le changement climatique sur le continent s'élèveraient entre 290 et 440 milliards de dollars entre 2020 et 2030. Toutefois, « malgré les progrès accomplis, nos connaissances en matière d'adaptation présentent toujours des lacunes alors que de nombreux secteurs subissent déjà de plein fouet les répercussions considérables du changement climatique », souligne à son tour Oskar Benedikt, Ambassadeur de l'UE auprès de la République de Maurice et de la République des Seychelles.

Pour un pays comme les Comores par exemple, le secteur de la pêche représente 12% du PIB et emploie plus de 7% de la population active. Pour conclure la cérémonie de lancement, Sudheer Maudhoo, ministre de l'Économie bleue, des Ressources marines, de la Pêche et du Transport maritime de la République de Maurice, « souhaite que ce projet d'Observatoire sur le climat de la COI et de l'Institut océanographique de Maurice soit non seulement un catalyseur des avancées scientifiques et de la protection de l'environnement, mais aussi une inspiration pour les générations futures ».

Andjouza Abouheir

Lire aussi :

- https://www.nation.sc/articles/21159/minister-fonseka-attends-7th-indian-ocean-conference-in-perth-australia
- https://www.lemauricien.com/actualites/societe/lancement-dun-observatoire-de-la-peche/624217/
- https://2424.mg/cooperation-un-observatoire-regional-mis-en-place-pour-identifier-les-impacts-du-changement-climatique-dans-le-sud-ouest-de-locean-indien/
- https://www.zinfos974.com/lancement-de-lobservatoire-regional-pour-ladaptation-au-changement-climatique/
- https://midi-madagasikara.mg/changement-climatique-mise-en-place-dun-observatoire-regional-dans-locean-indien/
- https://fr.allafrica.com/stories/202402230025.html

Parc national de Mohéli : préserver l'environnement et les revenus des pêcheurs

Partenariat avec la COI et l'ONG Noé



Le Parc national de Mohéli aux Comores a présenté une initiative « Résilience climatique et économique du territoire marin et côtier du parc national de Mohéli » soutenue par la COI et l'ONG Noé. Il prévoit notamment que la compensation carbone puisse être une recette pérenne pour le Parc.

Comme toutes les îles de la région du Sud-Ouest de l'océan Indien, le Parc national de Mohéli est très vulnérable au changement climatique. Les conséquences sont les suivantes . Tout d'abord l'affaiblissement des écosystèmes marins et côtiers (mangrove, récifs, herbiers marins, etc.) limitant leurs rôles dans la protection des côtes et la production halieutique. Ensuite, c'est la diminution des espèces emblématiques du parc (tortues vertes et dugongs). Enfin, les revenus des communautés côtières vivant essentiellement de la pêche baissent.
La Commission de l'océan Indien (COI), à travers le projet RECOS, a signé une convention de collaboration avec l'ONG Noé et le Parc Marin Moheli pour restaurer un cercle vertueux à l'échelle du parc, par la mise en œuvre d'une initiative dénommée « Résilience climatique et économique du territoire marin et côtier du parc national de Mohéli ».
Il doit améliorer la résilience du parc au changement climatique et la gestion durable des écosystèmes marins et côtiers pour l'amélioration des conditions économiques des communautés côtières.
En tant que site pilote de restauration côtière, ce projet adopte des méthodologies innovantes locales tout en capitalisant sur les actions passées : approche intégrée des territoires marins et terrestres du parc ; révision des accords de cogestion des ressources marines avec les communautés par l'ingénierie sociale ; mise en place d'une caisse de subvention d'équipements de pêche et la compensation carbone comme source de financement pérenne du parc.

La Gazette des Comores

Bilan bimestriel du projet GPS : La COI se réjouit des activités réalisées à 90%

24/02/2024 Kamal Gamal



©: HZK-LGDC

La commission de l'océan indien (COI) à travers son comité de pilotage du projet de Gouvernance, paix et stabilité (GPS) a dressé le 16 février dernier, un tableau récapitulatif des actions prévues à travers les deux dernières années. Ainsi, elle a été satisfaite d'un bilan positif estimé à 90% de réussite avant de promettre une enveloppe de 450.000€ pour la promotion des activités des acteurs non étatiques dans les perspectives de paix en 2024.

Le 16 février 2024 à l'île de Maurice, la commission de l'océan Indien (COI) a confirmé la valeur ajoutée d'une action collective et de la mise en réseau pour renforcer la gouvernance et la stabilité en Indianocéanie. Cette avancée positive est liée aux conclusions données par le troisième comité de pilotage du projet Gouvernance, paix et stabilité (GPS) de la COI tenu les 12 et 13 février 2024 aux Seychelles. « Les résultats du projet GPS sur 2023 et le plan de travail validé pour 2024 marquent des avancées positives en collaboration avec les institutions nationales et les acteurs non-étatiques », lit-on dans un communiqué de la COI.

Cette année 2024, correspond à la troisième année de mise en œuvre dont le principe est d'appuyer les initiatives visant à consolider le rôle de la commission dans la promotion de la paix et de la stabilité à travers le déploiement de son unité de gouvernance, nouvellement créée. « La commission entend ainsi valoriser le savoir-faire régional et asseoir ses capacités en termes de suivi des contextes politiques et de médiation conformément aux attentes des Etats membres. Et 2024 sera aussi une année de soutien direct aux acteurs non-étatiques pour la promotion de la paix, du dialogue social ou des droits humains grâce à un appel à projets pour une enveloppe totale de 450.000 € », poursuit-il.

Ainsi le projet GPS est lancé au dernier trimestre 2023, près de 10 projets élaborés sur 12 mois, autour de la sensibilisation à la participation active des jeunes, des femmes et des personnes vulnérables dans la vie publique, l'éducation citoyenne et la cohésion sociale seront soutenus dans le cadre de cet appel à projet. Concernant cela, le comité de pilotage a également saisi l'opportunité de faire le bilan des activités de 2023 jugé positif à 90%. Ce comité a présenté des activités réalisées à 90% en 2023 caractérisées tout d'abord par la poursuite de l'appui et le renforcement des acquis en 2022, puis la redynamisation des trois réseaux dont l'Association des Parlements des États membres de la COI, le réseau électoral de l'océan Indien, la plateforme des femmes en politique de l'océan Indien qui disposent actuellement de leurs statuts et le règlement intérieur et plan d'action.

Et ensuite la création d'un cadre de dialogue entre les organes de gestion des élections, partis politiques et médias concernant les bonnes pratiques électorales et enfin la mobilisation des organes de la société civile à proposer des actions concrètes dans les domaines de la prévention de crise, des processus électoraux et de la bonne gouvernance à travers un appel à projet. Ce comité n'a pas manqué de se réjouir à l'occasion de la mise en place de l'unité de gouvernance au sein de la COI pour assurer la pérennisation du projet dont 8 formations organisées à destination de divers publics : professionnels des médias, organisations de la société civile, commissions des droits humains, parlements, organes de gestion des élections. Et de rappeler que ces formations ont été organisées en réponse aux demandes des États membres de la COI. Concernant ce succès, les membres du COPIL ont salué les résultats positifs et les efforts mis en œuvre ainsi que la synergie entre les parties prenantes pour l'atteinte des objectifs du projet.

Kamal Gamal

Coopération régionale Océan Indien : Rencontre entre Jérome Filippini et les autorités mauriciennes à Maurice en vue de renforcer la coopération existante en matière de sécurité entre les deux îles



Le préfet de La Réunion, Jérôme Filippini s'est rendu à Port-Louis, à Maurice, ce mardi 20 février 2024, dans le cadre du Groupe de contact sur la sécurité entre La Réunion et Maurice. Troisième rendez-vous du groupe de contact depuis un an et demi, la rencontre a permis de poursuivre les échanges sur les questions de sécurité intérieure et de sécurité maritime.

Une rencontre attendue pour le groupe, coprésidé par Jerôme Filippini, préfet de la Réunion et M. Ravi Meettook, Secrétaire aux affaires intérieures au Bureau du Premier ministre, tournée vers la sécurité maritime, et qui a permis la signature de deux conventions visant à renforcer la lutte commune contre les stupéfiants, ainsi que la surveillance et la sécurité maritime entre les deux îles.
Le premier concerne un arrangement technique sur l'échange d'informations en matière de surveillance de la navigation maritime et la formation de personnel dont l'objectif est de renforcer l'échange d'informations existant en matière de sécurité maritime. Cet accord vise par ailleurs à harmoniser les pratiques des deux centres opérationnels français (Centre Régional Opérationnel de Surveillance et de Sauvetage CROSS) et mauriciens (Centre de Coordination de Sauvetage Maritime, MRCC).

Le second, un arrangement technique en matière de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants dont l'objectif est de faciliter les échanges d'informations opérationnels et les actions de formation générale et spécialisée. **Suite de l'article**

Lire aussi :
Une délégation sénatoriale des Outre-mer pour y adapter le rôle étatique

Restauration des forêts du sud : Des réalisations significatives évoquées par le projet Tefiala



Réunion de suivi du projet Tefiala, organisée vendredi dernier par le ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et la FAO, avec le soutien du bailleur FEM (Global Environment Facility).

Une réunion stratégique de suivi du Projet Tefiala s'est tenue vendredi dernier, rassemblant des acteurs clés engagés dans la préservation de l'environnement et de la biodiversité à Madagascar.

L'objectif principal de cette réunion était de passer en revue les réalisations de la première année du projet et de valider le plan d'action budgétisé pour la deuxième année. Les discussions ont mis l'accent sur la nécessité d'une mise en œuvre efficace et cohérente du Projet Tefiala, conformément aux engagements nationaux et internationaux en matière de préservation de l'environnement et de la biodiversité. Dans son allocution, Aloys Nizigiyimana, représentant adjoint de la FAO pour Madagascar, Comores et Maurice Seychelles, a souligné l'importance de l'engagement continu envers la restauration des écosystèmes et la promotion d'une économie verte. Il a insisté sur le rôle crucial du Projet Tefiala dans la promotion du développement durable et de la résilience environnementale. *« La FAO reste engagée à appuyer le Gouvernement Malagasy dans ses efforts de préservation de l'environnement et de promotion du développement durable. Le Projet Tefiala représente une étape importante dans la restauration des écosystèmes et la protection de la biodiversité. Il vise à répondre aux défis de la dégradation des terres et du changement climatique en favorisant la participation des communautés locales et en renforçant leurs moyens de subsistance »*, a-t-il déclaré. **Suite de l'article**

Zone de libre-échange économique - Priorité à l'industrie légère, le tourisme et l'agriculture



Dans le cadre du Programme de soutien à l'investissement et au commerce en Afrique (SITA) de l'Organisation de développement international (ODI), financé par le Gouvernement britannique, Madagascar vient récemment d'effectuer une réunion virtuelle avec toutes les parties prenantes de ce programme. L'objectif principal de cette rencontre était d'explorer les opportunités et les défis de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) pour la Grande île. La ZLECAF représente une étape audacieuse vers une intégration économique accrue sur le continent africain. Au cœur de la discussion, les représentants malagasy ont mis l'accent sur les modèles de commerce existants et ont analysé de près les opportunités que cette initiative offre à Madagascar.

L'île, consciente de sa position géographique stratégique, voit dans la ZLECAF une voie ouverte vers de nouveaux horizons économiques. Madagascar, avec sa diversité culturelle et ses ressources naturelles uniques, voit dans la ZLECAF une occasion en or de stimuler son économie. Les experts ont souligné que cette intégration pourrait non seulement diversifier les exportations malagasy, mais également créer de nouvelles opportunités d'investissement. Les secteurs clés tels que l'agriculture, l'industrie légère et le tourisme sont identifiés comme des domaines particulièrement propices à une croissance accrue. L'évaluation des impacts commerciaux a également été au cœur des discussions.

Perspectives

Les représentants du côté malagasy ont examiné attentivement comment la ZLECAF pourrait renforcer les échanges commerciaux avec d'autres Nations africaines. L'accès élargi aux marchés africains offre de perspectives prometteuses pour les exportateurs du pays, ouvrant la voie à une augmentation significative des échanges commerciaux et renforçant la compétitivité de la Grande île sur la scène continentale. **Suite de l'article**

Lire aussi :

Africa: Overcoming debt, security, and environmental challenges
Lexpress.mu

Africa's first regenerative coral aquaculture facility being built on Praslin island



ARC will turbo-boost the coral restoration process (Photo: Contributed)

Construction of Africa's first on-land regenerative coral aquaculture facility designed to mitigate the adverse effects of climate change on coral reefs has begun on Praslin island, Seychelles' second largest island.

The ambitious project, spearheaded by the environmental non-profit, Nature Seychelles, is set to revolutionise coral reef conservation and restoration.

The building of the facility, known as the Assisted Recovery of Corals (ARC), commenced in November 2023 after all necessary permits and rigorous requirements, including community engagement, environmental impact assessment (EIA), planning approval, road cutting for pipes, aquaculture license, and donors' social and environmental screening, were secured.

The facility is financially supported by the Adaptation Fund through UNDP and the Government of Seychelles, the global shipping and logistics company CMA CGM, and the Seychelles Conservation and Climate Adaptation Trust (SeyCCAT).

Situated at the Nature Seychelles' CORAL complex at Amitié, Praslin, ARC will act as a coral bank to preserve the genetic diversity of corals in Seychelles.

Importantly, it will turbo-boost the restoration process by producing thousands of corals through a revolutionary technique known micro-fragmentation to supplement the ocean-based nurseries already in use. Micro-fragmentation breaks corals into tiny pieces, which are cultivated under optimal conditions that help them grow faster than the normal rate and exponentially increases the numbers produced. **Suite de l'article**

Lire aussi :

ANTSIRANANA - Un accord pour la protection de l'environnement marin lexpress.mg

Lancement du projet d'étude des Sultanats historiques Préparation du dossier d'inscription au patrimoine mondial



La direction du Centre national de documentation et de recherche scientifique (Cndrs) a présenté la concrétisation d'une méthodologie de documentation des études des sultanats remontant à 2005.

Le ministre de l'Éducation nationale, le directeur général du Centre national de documentation et de recherche scientifique (Cndrs) et des experts internationaux ont procédé au lancement du projet d'étude des sultanats, le mardi 20 février dernier, au Cndrs.

Il s'agit d'un atelier axé sur la préparation du dossier d'inscription au patrimoine mondial, à travers une coopération entre le Cndrs, l'Unesco et l'ambassade de France aux Comores. Ce projet comprend également une remise de matériel à l'Observatoire volcanologique du Karthala (Ovk).

« De nos jours, tout le monde reconnaît que malgré les menaces de risques et de catastrophes naturelles dans les pays de l'océan indien, l'archipel des Comores dispose d'une richesse patrimoniale et touristique remarquable, tel que le sultanat historique des Comores et le Karthala, qui méritent d'être surveillés, conservés et valorisés afin d'être inscrits sur la liste du patrimoine mondial», a déclaré le ministre de l'Éducation, Takiddine Youssouf.

Ce dernier a tenu à exprimer sa gratitude envers l'ambassade de France, qui est «un partenaire privilégié du pays» et qui a financé le Cndrs, gardien du patrimoine culturel des Comores. «C'est un soutien remarquable, notamment le financement de différents projets actuellement en cours, tels que le projet Fspi RR, marquant le 45e anniversaire du Cndrs », a-t-il souligné. **Suite de l'article**

La Réunion à la carte : Un « avant-goût de la contribution réunionnaise » au Salon international de l'Agriculture pour valoriser l'excellence des produits de l'île



La Région Réunion a organisé jeudi soir à l'Orangerie d'Auteuil « La Réunion à la carte, un avant-goût du SIA » à quelques jours du Salon international de l'Agriculture, afin de promouvoir et valoriser l'excellence des produits réunionnais. Cette rencontre entre les producteurs et les acteurs clés du secteur a pour but d'encourager la présence des produits locaux sur le territoire hexagonal, en révélant les qualités et saveurs uniques.

« *Notre cuisine et nos produits sont à l'image de notre diversité* » a déclaré la présidente de la Région Huguette Bello, dans un discours engagé, devant de nombreux élus et représentants du monde agricole et des personnalités. Des produits, poursuit la présidente, « *mélangés, métissés, généreux, riches de ces multiples traditions culinaires* », citant l'Europe, l'Inde, la Chine et l'Afrique comme autant de cultures et identités qui ont nourri la cuisine réunionnaise, « *fruit subtil de tous ces apports* ».
« *Notre cuisine s'est en effet nourrie de savoirs faire ancestraux et de produits d'exception que des générations successives ont su cultiver* » a-t-elle poursuivi. « *Nous entretenons depuis toujours (…) une certaine idée du rapport entre l'homme et la nature ; un art de vivre fondé aussi bien sur la valorisation de la diversité culturelle que sur la valorisation de la biodiversité* ». Parmi les produits phares mis en avant par la présidente : la vanille bourbon naturellement, le café bourbon également, pointu ou rond, l'ananas Victoria, « *Rolls-Royce* » des ananas, le letchi, « *meilleur que dans son pays d'origine* », la canne à sucre et tous les produits qui en dérivent, comme les sucres spéciaux ou le rhum, et les produits de la pêche.
Pour Huguette Bello, il s'agissait avant tout de faire la promotion de ces produits et cette cuisine auprès des chefs ou encore, des distributeurs, dans le but de développer l'attractivité et l'internationalisation de l'identité culinaire réunionnaise, dans le cadre de la grande messe de l'agriculture en France. « *Il s'agit là d'une occasion unique pour nos producteurs, pour nos*

acteurs agricoles, de vous présenter le fruit de leur travail, le fruit de leurs efforts », a-t-elle défendu, car, pour Huguette Bello, « *de génération en génération, nous travaillons à la valorisation de nos produits à travers un mélange de tradition et d'innovation. C'est le secret de la recette réunionnaise*